

Quelles perspectives pour l'économie française au cours du prochain quinquennat ? *

* Cette partie résume et met à jour les principaux résultats de Heyer et Timbeau (2017), « Quelles perspectives pour l'économie française au cours du prochain quinquennat ? », *OFCE policy brief*, 12, 27 février

Cette projection de l'économie française à l'horizon 2022 permet d'obtenir des indications quant aux scénarios possibles d'évolution de la croissance économique, du marché du travail et des finances publiques au cours des prochaines années en France. Les simulations affichées pour l'année 2017 reprennent, en les actualisant, les perspectives de prévision pour l'économie française élaborées par l'OFCE. Les cinq années suivantes sont un cadrage macroéconomique basé sous deux hypothèses. La première est que les ajustements budgétaires annoncés dans le programme pluriannuel du Projet de loi de finances pour 2017 seront respectés. La seconde est que l'économie française ne connaîtra pas de choc (économique) majeur dans les cinq ans à venir. Mais il est probable que cette projection ne se réalise pas parce qu'une autre stratégie économique sera poursuivie à la suite de l'élection présidentielle d'avril et mai 2017 – tous les candidats promettant des inflexions plus ou moins importantes.

En 2017, avec un taux de croissance de 1,5 %, l'économie française croîtrait à un rythme légèrement supérieur à son potentiel (1,3 %), la politique budgétaire nationale ne pesant quasiment plus sur la croissance du PIB pour la première fois depuis sept ans. Installée sur une dynamique modérée de sortie de crise, la reprise de l'investissement des ménages devrait se confirmer en 2017

(+ 2,9 %). De plus, si les conditions climatiques reviennent à la normale, la production agricole devrait retrouver un niveau proche de sa moyenne, contribuant à l'accélération du PIB. En revanche, la France doit désormais faire face à l'impact négatif du Brexit sur le commerce extérieur et à celui des attentats sur la fréquentation touristique. De plus, en 2017, le prix du baril de pétrole ne soutiendra plus la croissance (-0,1 point de PIB) contrairement aux trois années précédentes (+0,3 point de PIB en moyenne sur 2014-2016). En supposant que les dispositifs fiscaux soient conservés et la prime à l'embauche maintenue, l'économie française créerait 260 000 emplois en 2017, dont 240 000 dans le secteur marchand. Le taux de chômage se réduirait de « seulement » 0,3 point, en 2017, en raison du rebond de la population active dû au retour progressif sur le marché du travail des personnes ayant bénéficié du plan formation. Enfin, le déficit public atteindrait 3 % du PIB en 2017, son plus bas niveau depuis dix ans. La dette publique serait relativement stable, à 95,9 % en 2017 (après 96 % en 2016) sous l'hypothèse d'une remontée lente des taux souverains.

Au cours du prochain quinquennat, à l'horizon 2022, l'économie française devrait croître à un rythme légèrement supérieur à celui de sa croissance potentielle. Cette croissance devrait s'établir en moyenne à

un niveau proche de 1,6 %. La probabilité que la croissance moyenne soit inférieure à 0,5 % ou supérieure à 2,7 % est faible (inférieure à 2,5 %).

Le taux de chômage se réduirait progressivement et atteindrait 7,8 % fin 2022. Si à court terme la probabilité d'une hausse du chômage n'est pas nulle (supérieure à 5 %), le taux de chômage devrait s'établir en 2022 à un niveau inférieur à celui de 2017 avec toutefois une probabilité faible (inférieure à 10 %) d'être en dessous de 7 %.

L'inflation, mesurée par le déflateur de PIB, se rapprocherait progressivement d'un rythme de 2 %, avec une probabilité de 75 % de se situer dans un intervalle compris entre 0,9 % et 1,9 % en 2022.

Ce scénario est compatible avec une réduction graduelle du déficit public qui s'établirait à 1,1 point de PIB en 2022. La probabilité de retrouver un solde public équilibré en 2022 est toutefois faible (inférieur à 2 %).

La dette publique diminuerait pour atteindre 89,5 points de PIB en 2022. Au cours des trois der-

nières années (2020-2022), la dette baisserait de près de 2 points de PIB en moyenne chaque année, rythme compatible avec le critère de la dette. Notons que la probabilité que la dette publique baisse à l'horizon 2022 est extrêmement élevée (supérieure à 98 %).

Enfin, le taux de prélèvement obligatoire (PO) se stabiliserait à 44,0 points de PIB tandis que la part de la dépense publique diminuerait de près de 2 points de PIB au cours du quinquennat pour s'établir à 53,9 points de PIB en 2022. Cette dernière a une probabilité très faible (inférieure à 3 %) de retrouver son niveau de 2008 et devrait se situer (avec une probabilité à 75 %), entre 53,4 et 54,5 points de PIB en 2022.

Au final, à l'horizon de la fin du prochain quinquennat, l'ajustement réalisé jusqu'à aujourd'hui dégage des marges de manœuvre limitées mais significatives ■

3. Cadrage macroéconomique à moyen terme pour l'économie française

Variations par rapport à la période précédente, en %

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
PIB	1,2	1,1	1,5	1,4	1,5	1,7	1,7	1,6
Impact sur PIB dû...								
... aux évolutions du pétrole	0,5	0,3	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
... à la compétitivité-prix	0,3	0,1	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0
... aux conditions financières	0,1	-0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
... aux politiques budgétaires	-0,4	-0,2	-0,2	-0,4	-0,5	-0,1	-0,1	-0,1
... au ralentissement des pays émergents	-0,3	-0,2	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
... au Brexit	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Chocs internes	-0,3	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des chocs	-0,2	-0,4	-0,1	-0,3	-0,3	-0,1	-0,1	-0,1
Solde des APU (en pts de PIB)	-3,6	-3,4	-3,0	-2,5	-1,9	-1,6	-1,4	-1,1
Dette publique (en pts de PIB)	95,6	96,0	95,9	95,5	94,4	93,0	91,4	89,5
Inflation (en %)	0,7	1,0	1,3	1,4	1,5	1,5	1,6	1,7
Taux de chômage	10,1	9,6	9,4	9,2	8,8	8,5	8,1	7,8
Dépenses publiques (en pts de PIB)	56,7	56,2	55,8	55,3	54,7	54,4	54,2	53,9
Taux de PO (en pts de PIB)	44,4	44,2	44,2	44,0	44,0	44,0	44,0	44,0

Sources : Insee, prévision OFCE 2017-2022.